

# le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

## Editorial

Le sommet pour la paix, organisé par la Suisse à la demande de l'Ukraine, se déroule alors même que nous rédigeons ces lignes. La première journée a vu son défilé de chefs d'Etat, venus du monde entier: nonante délégations, selon les médias, rassemblées au Bürgenstock au-dessus du lac des Quatre-Cantons. Beaucoup de photos, de poignées de mains et de discours sans grande surprise, pleins d'appels à la paix. Une réunion de ventilateurs.

Car, soyons francs, une conférence pour la paix sans la présence des deux pays en guerre, à quoi cela ressemble-t-il? De deux choses l'une: soit l'objectif est réellement de trouver une issue au conflit et, dans ce

cas, les deux parties prenantes doivent s'asseoir à la table des négociations, dans un endroit neutre, donc pas en Suisse, éventuellement avec la participation d'un modérateur. Soit l'idée est de condamner la Russie et de liguer le reste des Etats contre elle. Car pour parvenir à la paix, il y a deux voies possibles: la négociation ou la victoire d'un des deux protagonistes. Or négocier tout seul n'est pas possible. D'ici à penser que cette conférence représente une avancée de plus dans le sens de la globalisation du conflit, il n'y a qu'un pas que l'on franchira allègrement.

La Chine, adversaire économique des Etats-Unis et allié idéologique de la Russie, ne participe pas à la course d'école au Bürgenstock. En cas de

guerre mondiale, le panorama n'est pas réjouissant.

Mais que cela ne mine pas nos chers conseillers fédéraux. La fête est sans doute réussie, les retombées en termes de publicité pour la région de Lucerne sont excellentes, et la neutralité est définitivement enterrée. Merci Ignazio d'avoir dès le début du conflit démontré que la sottise d'un petit nombre pouvait entraîner des conséquences désastreuses pour un pays entier, qui, s'il avait judicieusement maintenu sa tradition, pourrait aujourd'hui offrir ses bons offices sans se couvrir de ridicule.

*Michel Paschoud*

## Que demande le peuple?

Nous peinons à comprendre l'intérêt que portent certains de nos compatriotes à la politique française. Celle-ci n'offre, tout compte fait, que le spectacle affligeant d'un panier de crabes furieux, d'un champ de bataille semé de chausse-trappes, où la logique partisane l'emporte sur l'intérêt général et où adversaires et alliés se haïssent avec une égale ardeur tout en pillant hardiment et de concert les dernières richesses du

pays profond; spectacle aussi d'une nation divisée contre elle-même, où les individus se détestent et s'invectivent, une nation plongée dans un chaos permanent d'où ne sort aucune politique intelligente, utile et rassembleuse.

La politique américaine est du même tonneau. Les Démocrates, qui sont fondamentalement acquis à l'idée de république, réfléchissent moins à ce qui est bon pour l'Amérique qu'à ce

qui pourrait mettre en difficulté les Républicains, lesquels sont fondamentalement acquis à l'idée de démocratie et réfléchissent moins à ce qui est bon pour l'Amérique qu'à ce qui peut mettre en difficulté les Démocrates. Et ce n'est pas un grand rouquin turbulent qui changera quoi que ce soit à cet échange de mauvais procédés.

Dans les autres démocraties occidentales, ce n'est pas mieux. Même

en Suisse, l'opportunisme électoral amène certains élus «souverainistes» – dont nous souhaiterions pourtant qu'ils ne nous déçoivent jamais – à flirter occasionnellement avec des idées de gauche, tandis que d'autres ne trouvent rien de mieux à faire que de forcer théâtralement des cordons de police au Palais fédéral pour «faire le buzz», comme on dit, et jouer sur l'indignation de braves gens pas très futés.

On peut difficilement s'étonner, après cela, qu'une partie de l'opinion publique éprouve une admiration plus ou moins assumée, et parfois un peu maladroite, pour des régimes dits «illibéraux» où l'ordre règne (à

tout le moins vu d'ici) et où le chef est capable de s'imposer comme un chef pendant plusieurs décennies, en prenant des décisions qui, même si nous les jugeons objectivement contestables, correspondent tout de même à une certaine conception des intérêts de la nation plutôt qu'à un électoralisme de bas étage.

Ce n'est pas tout à fait anodin, car cela signifie que certains de nos concitoyens commencent à remettre en question le caractère sacré et indépassable de la démocratie – cette forme de non-gouvernement qu'on impose aux peuples par la force et où des individus obnubilés par leur seule élection, puis réélection, font

semblant de se préoccuper de l'avis de gens qui n'en ont pas; où les individus les plus inaptes à la conduite de la chose publique et surtout les plus incapables de penser passent leur temps à déclarer: «Moi je pense que...», en répétant ce que dit la majorité de leurs voisins, de leurs collègues ou des médias de grand chemin.

On réalise, en quelque sorte, qu'une entreprise dirigée par un patron charismatique produit davantage de bons fruits qu'une cafétéria autogérée.

*Pollux*

## Abus «démocratiques»

A peine la «loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables» avait-elle été plus que largement acceptée (68,7%) le 9 juin que Les Verts annonçaient le lancement d'une nouvelle initiative populaire «pour que toute nouvelle construction ou rénovation soit systématiquement accompagnée d'une installation solaire».

Cette initiative souffre de plusieurs défauts.

D'une part, ses auteurs prétendent faire inscrire dans la Constitution fédérale (Cst.) quelque chose qui n'y a pas sa place: la Constitution n'est pas le réceptacle de toutes les idées plus ou moins heureuses qui germent dans les esprits de nos bienfaiteurs autoproclamés; on n'y mettrait pas non plus, d'ailleurs, la dimension des

constructions et la couleur des toits sur lesquels viendraient se poser les panneaux photovoltaïques que les écologistes appellent de leurs vœux. D'autre part, ces derniers considèrent comme acquis qu'aucune invention géniale ne viendra demain remplacer les actuelles sources d'énergies renouvelables ou, à tout le moins les moyens de capter celles-ci, ce qui dénote une fâcheuse absence de confiance dans le progrès.

Mais, surtout, les Verts nous donnent un nouvel exemple de l'utilisation abusive par les partis politiques d'un outil, l'initiative **populaire**, qui est constitutionnellement réservé aux citoyens. En effet, les articles 138 et 139 Cst. prévoient que «100'000 citoyens et citoyennes ayant le droit de vote peuvent, dans un délai de 18 mois à compter de la publication officielle de leur

initiative» proposer une révision totale ou partielle de la Constitution.

Il est donc clair qu'une initiative **populaire** peut être lancée par mon voisin de palier, par une équipe de joueurs de yass, par les dames de la couture ou par quelque autre groupe de citoyens plus important et mieux nanti – une campagne politique coûte très cher –, mais en aucun cas par un parti, du moins par un parti représenté à l'Assemblée fédérale. En effet, cette dernière offre aux partis politiques d'autres moyens de se faire entendre, puisque l'article 160 alinéa 1 Cst. dispose que «tout membre de l'Assemblée fédérale, tout groupe parlementaire, toute commission parlementaire et tout canton peuvent soumettre une initiative à l'Assemblée fédérale».

Il y a bien des années déjà que les partis politiques, toutes tendances et étiquettes confondues, se sont emparés de l'initiative populaire à des fins de propagande électorale. Si on se limite aux votations du 9 juin, on constate que deux des trois initiatives soumises aux citoyens émanaient de partis politiques – du Parti socialiste et du Centre respectivement.

Cette évolution, outre son aspect démagogique, a pour effet une multiplication des initiatives non pas **populaires**, mais **partisanes**. Or les

outils de la démocratie directe, initiative populaire ou référendum, doivent être utilisés à bon escient, c'est-à-dire avec parcimonie, car leur usage abusif entraîne un double risque: la lassitude des citoyens et, par conséquent, la diminution de la participation aux votations; l'agacement croissant du Conseil fédéral et de l'Assemblée fédérale, qui ne rêvent que d'augmenter le nombre de signatures nécessaires à l'aboutissement d'une initiative ou d'un référendum, ce qui entraînerait, à terme,

la disparition de la démocratie directe.

Qui pourrait souhaiter en Suisse l'avènement d'une «démocratie» exclusivement parlementaire sur le modèle des pays qui nous entourent, à commencer par la France?

*Mariette Paschoud*

<sup>1</sup><https://www.20min.ch/fr/story/initiative-lancee-les-verts-veulent-des-panneaux-sociaux-sur-tous-les-batiments-103124974>.

## Vergogne

Voici ce qu'on pouvait lire dans la presse, le 15 janvier 2024, à propos de la conférence de haut niveau sur la paix organisée par la Suisse les 15 et 16 juin à la demande du président ukrainien Volodymyr Zelensky:

*La Suisse a accepté d'organiser à la demande de l'Ukraine un «sommet» de haut niveau sur la paix, ont annoncé lundi les présidents des deux pays lors d'une conférence de presse à Kehrsatz, près de Berne. Mais le président ukrainien Volodymyr Zelensky a immédiatement averti que la Russie ne serait pas la bienvenue à ce sommet<sup>1</sup>.*

Le 10 juin, toujours par voie de presse, la décision de ne pas inviter la Russie était confirmée par le conseiller fédéral Ignazio Cassis, qui déclarait: «Nous aurions perdu l'Ukraine si nous avions invité la Russie.» Et d'accuser Moscou de

n'avoir «par ailleurs montré “aucun intérêt” pour le sommet»<sup>2</sup>.

Il faut être conseiller fédéral pour croire qu'après l'affront initial infligé à la Russie, celle-ci aurait pu s'intéresser à la coûteuse mascarade prévue les 15 et 16 juin.

Mais le comble réside dans ce qu'on pouvait lire dans les journaux de Suisse et d'ailleurs le 11 juin:

*Moscou a déclaré qu'elle ne souhaitait pas participer au sommet de ce week-end et n'a donc pas été invitée par la Suisse, pays hôte (...)*<sup>3</sup>.

Honte au Conseil fédéral, qui a toléré ce mensonge, cette inversion accusatoire.

En résumé, le Conseil fédéral est à la botte d'un chef d'Etat étranger qui se comporte en vainqueur d'une guerre

qu'il n'a pas gagnée, et nos sept «sages» – ou du moins la majorité d'entre eux – ne sont ni assez courageux pour assumer la vérité ni assez intelligents pour comprendre (s'apercevoir?? ndlr) qu'ils n'ont rien compris.

*M.P.*

<sup>1</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/guerre-en-ukraine-la-suisse-va-organiser-un-sommet-pour-la-paix-103021170>.

<sup>2</sup><https://www.20min.ch/fr/story/sommet-du-buergenstock-nous-aurions-perdu-lukraine-si-nous-avons-invite-la-russie-103124177>.

<sup>3</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/live-guerre-ukraine-russie-infos-en-direct-405723338808>.

## Ne dites pas...

Ne dites pas: «Il s'agit d'une erreur de facturation disgracieuse.» Dites: «Il s'agit d'une erreur de facturation malencontreuse (ou malheureuse, ou fâcheuse).»

Cette regrettable faute de vocabulaire est censée avoir été commise par la porte-parole de Swisscom. En effet, à la suite d'un dysfonctionnement informatique, une lectrice de **20 minutes** a reçu en mai une facture de téléphone beaucoup trop élevée et, n'ayant pas rencontré d'oreille compatissante auprès de l'entreprise de télécommunications, a alerté le quotidien gratuit tout ravi de tenir un sujet passionnant et d'enquêter sur ce scandale en prenant contact avec la représentante de Swisscom<sup>1</sup>.

J'ignore si c'est par ignorance, par paresse ou pour respecter scrupuleusement la pensée de la porte-parole que le journaliste s'est abstenu de corriger l'erreur. Peu importe, d'ailleurs, car grâce à lui on peut imaginer quelques amusantes variations sur le thème des faits disgracieux.

Les citoyens suisses n'auraient-ils pas opéré un choix disgracieux en acceptant la loi sur l'énergie?

M. Pedro Sanchez n'agit-il pas disgracieusement quand il prend parti dans le conflit du Proche-Orient?

M. Macron n'a-t-il pas pris une décision disgracieuse en dissolvant l'Assemblée nationale?

La Cour internationale de Justice de l'ONU ne devrait-elle pas cesser de promulguer de disgracieuses décisions, contraignantes mais inappliquées?

Une chose est sûre: il est particulièrement disgracieux que le Conseil fédéral s'obstine à jouer «la grenouille qui se veut faire aussi grosse que le bœuf», sans souci des disgracieuses conséquences qui ne manqueront pas de survenir pour notre pays quand le batracien crèvera.

*Le pinailleur*

<sup>1</sup><https://www.20min.ch/fr/story/bug-technique-swisscom-lui-facture-108-francs-pour-cinq-appels-a-la-srf-103107710>.

### Augmentations

Bien que n'apparaissant pas sur la liste de l'ONU aux côtés des Journées des zones humides, du léopard d'Arabie ou des légumineuses<sup>1</sup>, la Journée internationale de lutte contre l'hostilité anti-LGBTIQ a fourni, le 17 mai, à l'association Pink Cross l'occasion de signaler que «les discriminations LGBTQ ont plus que doublé en 2023» en Suisse (trois cent cinq cas signalés)<sup>2</sup>.

C'est évidemment fort regrettable, mais les militants de la diversité sexuelle et genrée devraient comprendre que, plus ils occupent le devant de la scène, exigent des privilégiés et font preuve d'arrogance, à

l'instar d'un Nemo, plus ils s'exposent à des réactions de la part de gens ordinaires dont la tolérance – qui n'est pas synonyme d'approbation – a des limites.

Après tout, plus il y a de vélos et de trottinettes électriques sur les routes, plus il y a d'accidents impliquant des vélos et des trottinettes électriques; plus il pleut, plus il y a de risques d'inondations; plus les minorités prétendument opprimées donnent de la voix, plus l'agacement des «opresseurs» majoritaires se fait palpable.

C'est logique, et ce n'est pas en faisant sonner trois cent cinq téléphones mobiles sur la Place fédérale

que Pink Cross a contribué à faire changer les choses, bien au contraire.

*M.P.*

<sup>1</sup> <https://www.un.org/fr/observances/list-days-weeks>.

<sup>2</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/suisse-les-discriminations-lgbtq-ont-plus-que-double-en-2023-103107777>.

### Journée de la bonne action

Le 25 mai, le groupe Coop organisait pour la cinquième fois une journée de la bonne action<sup>1</sup>.

Parmi tous les gestes charitables mentionnés par la société organisatrice et **20 minutes** – qui se targue

d'avoir suivi la journée «en partenariat rémunéré avec Coop» –, deux ont particulièrement retenu mon attention: la possibilité d'acheter chez Coop des coffrets de solidarité destinés à des personnes dans le besoin<sup>2</sup>, et les visites à un être cher qu'ont effectuées certains participants.

Ou je me trompe fort ou cette journée de la bonne action, qui a vu, par ailleurs, toutes sortes d'initiatives sympathiques, n'était pas sans profit pour la chaîne de supermarchés, qui

semble pratiquer avec succès le principe selon lequel «charité bien ordonnée commence par soi-même».

Quant à l'être cher qui bénéficie d'une visite parce que c'est la journée de la bonne action, on peut se demander s'il est vraiment si cher que ça.

Heureusement, les participants à cette énième journée-de-quelque-chose-et-de-n'importe-quoi

## Missive du futur

Ce matin en me réveillant, j'ai trouvé une pile d'étranges missives sur la table de ma cuisine. Leur authenticité m'ayant paru douteuse, je les ai soumises à un expert, qui m'a confirmé que le papier de certaines étaient d'une espèce inconnue mais que l'écriture était bien la mienne et non une bonne imitation. N'ayant pas d'explication rationnelle, je reproduis la première ici sans plus de commentaires.

*Cher Ami,*

*Le comment n'importe guère. Tout ce qu'il y a à savoir, c'est que c'est possible. Je peux t'envoyer des lettres du futur, tous les dix ans à cette date précise, et elles te parviendront toutes en même temps. Aujourd'hui, nous sommes les 16 juin, 2024 pour toi, 2034 pour moi. Dix ans de différence, cela ne fait pas grand-chose dans l'absolu, néanmoins il s'est passé un grand nombre d'événements depuis que j'ai lu cette même lettre trouvée sur la table de ma cuisine et qui a bouleversé toute ma vie.*

*Je vais t'indiquer les règles essentielles à suivre afin d'éviter que ce petit miracle ne se transforme en cauchemar. Les informations que je vais te communiquer ne doivent en aucun cas te servir pour obtenir des avantages ou des richesses et elles ne doivent être transmises à personne. Je sais bien que tu te tiendras à ces deux préceptes; je l'ai fait.*

*Laisse-moi te décrire dans cette lettre le monde dans lequel je vis aujourd'hui. Comme tu le sais, en 2024, on ne parle plus que d'intelligence artificielle, des dangers et des possibilités qu'elle peut représenter. Le changement climatique et les guerres d'Ukraine et d'Israël sont au centre des débats.*

*Bien! En ce qui concerne le développement des technologies, les choses vont plus lentement que ce que l'on espérait. Certes, il y a eu un certain nombre de prototypes d'ordinateurs quantiques capables de faire des choses extraordinaires en un temps record, mais le coût que représente*

accomplissent assurément de bonnes actions tout au long de l'année.

*M.P.*

<sup>1</sup> <https://www.20min.ch/fr/story/25-mai-la-journee-de-la-bonne-action-de-coop-a-suivre-ce-samedi-103113408>.

<sup>2</sup><https://www.coop.ch/fr/entreprise/medias/communiqués-de-presse/2024/coop-organise-la-cinquieme-edition-de-la-journee-de-la-bonne-action.html>.

*chaque machine est monstrueux et l'on est encore très loin voir ce type d'appareil chez les particuliers. La robotique, en revanche, a fait une avancée spectaculaire. Nous n'avons pas tous chez nous des robots humanoïdes, mais ils sont répandus dans les hôpitaux, les EMS et les armées. L'investissement en recherche et développement a été soutenu à la demande des Etats. Par contre, nous avons tous des robots informatiques incorporés à nos appareils. On converse avec eux pour qu'ils nous indiquent ce qui nous manque dans le réfrigérateur, quelle est la cuisson que nous voulons pour nos œufs, ou pour qu'ils nous organisent notre journée. Certains, dont je fais partie, pensent que nous perdons certaines capacités à force de déléguer nombre de tâches aux machines.*

*En ce qui concerne la politique en Suisse, les choses ne s'arrangent pas. Après le fameux sommet du Bürgenstock, qui se déroule en ce moment même pour toi, si je ne fais erreur, le Conseil fédéral n'a rien trouvé de plus intelligent que de demander*

formellement notre adhésion à l'OTAN. L'argument phare du Gouvernement a été que, si on n'était plus neutre, autant être protégé par de puissants alliés. Après cela, le Groupe pour une Suisse sans armée, appuyé par le Parti socialiste, a immédiatement lancé une initiative pour supprimer l'armée une fois l'incorporation à l'OTAN effective. Il a perdu, évidemment, puisque, en tant que membre de l'alliance, il faut participer. Nous avons donc maintenant des soldats engagés à travers le monde. Ce sont tous des professionnels, mais ça fait quand même un peu mal au ...

Le fédéralisme est redevenu très à la mode; non, je plaisante, bien sûr. A force d'initiatives populaires, les partis ont réussi à concentrer à Berne la plus grande partie des pouvoirs de décision. La fiscalité a beaucoup augmenté, car il faut payer maintenant la treizième rente et le déficit démographique de l'AVS. Un truc qui n'a pas changé, c'est le cheval de bataille du Parti socialiste: «Il faut prendre aux

riches.» Le problème, c'est qu'avec ce système, la majorité des riches sont partis, et ceux qui sont restés ne le sont plus.

Pour ce qui est du changement climatique, pas de grosse évolution. Il fait globalement plus chaud et plus froid qu'avant, les phénomènes sont plus extrêmes, mais on parle de stabilisation. Les investissements pour la production d'énergie propre ont été pharaoniques en Suisse – tu sais bien que nos dirigeants ont le complexe du premier de la classe. Alors, nous payons l'électricité une blinde, mais nous avons rempli les objectifs 2030. Comme nous sommes à peu près les seuls, nous avons été cités en exemple dans le monde entier, le ministre de l'énergie a pu aller serrer des pa-luches à New York et le reste du monde a continué à polluer allègrement.

Pour ce qui est des conflits, la troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu ou, disons, pas encore. L'Ukraine est

entrée dans l'OTAN et la Russie s'est retirée. Il n'y a pas eu de capitulation; simplement la fin de la guerre. Certains fonds russes bloqués ont été attribués à la reconstruction de l'Ukraine. Des sanctions ont été imposées à la Russie, qui en a imposé en retour. La guerre d'Israël ne s'est malheureusement pas aussi bien terminée. Les pays musulmans ont fini par se liguier contre l'Etat hébreu, qui a été envahi, ce qui a provoqué une nouvelle diaspora juive. Les ressortissants de l'Etat d'Israël ont été bien accueillis dans le monde entier, mais ils ont perdu leur Etat, et personne n'a levé le petit doigt. Les grands oubliés ont été les chrétiens, qui ont dû s'en aller également à la suite de la création de l'Etat islamique de Palestine.

Voilà, les enfants vont bien. Je t'envoie une autre lettre dans dix ans.

Cordialement.

Xavier Savigny, 16 juin 2034

### Vacances

Comme chaque année, **Le Pamphlet** fait une pause en juillet et août.

Bon été à tous.

Réd.